

# Coup de froid sur l'économie allemande

La locomotive européenne de croissance nationale a-t-elle atteint ses limites?

**Si l'Allemagne a échappé de justesse à une récession technique en fin d'année 2018, à savoir deux trimestres consécutifs de recul du produit intérieur brut (PIB), l'économie allemande a ralenti comme l'avait prévu l'OCDE.**

La croissance du PIB allemand en 2018 n'a été que de 1,5 % contre 2,2 % en 2017 et 2016. Néanmoins, le pays a aligné une neuvième année consécutive de croissance et un nouvel excédent budgétaire record, aidée par sa robuste demande intérieure.

Les nouvelles données économiques qui sortiront la semaine prochaine renforceront le constat d'un ralentissement. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier (PMI manufacturier), mesurant le niveau d'activité de ce secteur, sortira vendredi. Il devrait se situer encore en-dessous de 50, signe de contraction. La confiance des consommateurs mesurée par l'indice GfK, devrait être en léger recul, se situant à 10,3 contre 10,8 en observation précédente.

Selon la Bundesbank, l'économie allemande devrait rester en peine tout au long du premier semestre 2019. Néanmoins des indicateurs avancés laissent entrevoir un rebond au deuxième semestre.

Des signaux contraires se profilent parmi les indicateurs économiques. La faiblesse des commandes à l'industrie, la détérioration des indicateurs de sentiments et le ralentissement des investissements plombent la première économie européenne.

C'est le secteur de l'automobile qui est à l'origine du coup de froid qui s'est abattu sur le pays depuis l'été. Ce dernier a été nettement plus sérieux que ne le prévoient les économistes.

Les difficultés de l'industrie automobile, empêtrée dans les problèmes de la nouvelle norme WLTP (Worldwide Harmonized Light Vehicle Test Procedure) et d'homologation des véhicules (conséquences du «scandale du diesel») ont fait chuter la production. Il faut rajouter à ces difficultés, la certification obligatoire instaurée pour tous les véhicules à moteur diesel. Cette norme européenne rend les acheteurs craintifs.

En 2018, il a fallu compter également avec la sécheresse de l'été qui a fait baisser le niveau du Rhin et a ainsi perturbé les chaînes logistiques.

Enfin, un contexte de faiblesse du commerce mondial et d'incertitudes géopolitiques avec le conflit sino-américain et surtout le Brexit, n'a fait que rendre la tâche encore plus ardue.

En ce début d'année 2019, les entreprises allemandes ont les yeux rivés sur la question du Brexit. Le scénario d'un Brexit désorganisé devient, pour elles, de plus en plus probable.

Mi-janvier, la fédération des industriels (BDI) avait divulgué ses projections de croissance pour 2019: 1,5 %, comme en 2018... à moins d'un «Brexit dur», qui réduirait la progression du PIB à 1 %, «dans le meilleur des cas».



La salle de marché de la bourse de Francfort, construite en 2008

(PHOTO: AFP)

**Le premier frein à la croissance est le manque de main d'oeuvre qualifiée.**

Pour les constructeurs automobiles allemands, le Royaume-Uni est le premier marché d'export. En 2017, 749.000 véhicules «made in Germany» ont été exportés vers l'île. De l'autre côté, beaucoup de sous-traitants dans le secteur fabriquent des pièces au Royaume-Uni qui entre dans les chaînes de production de l'Union européenne.

De manière générale, l'économie allemande souffre non seulement des aléas de l'économie mondiale mais également de problèmes nationaux, liés au manque de réformes structurelles et d'investissements depuis le début de l'ère Merkel. Selon les experts, l'Allemagne utilise ses capacités industrielles au maximum mais des faiblesses structurelles commencent à se faire sentir.

Le premier frein à la croissance est le manque de main d'oeuvre qualifiée. Ce phénomène est par

ailleurs constaté dans de nombreux pays industrialisés. Les chiffres du taux de chômage pour février 2019 sont attendus à un niveau stable de 5 %, faisant de l'Allemagne un des meilleurs élèves de l'Union européenne. Il s'agit du niveau le plus bas depuis la réunification allemande. Par contre, le nombre d'offres d'emploi non pourvues a franchi en novembre 2018 un nouveau record, à 1,24 million.

Les infrastructures allemandes manquent cruellement d'investissements, ce qui risque de faire perdre le pays en compétitivité. Le gouvernement a bien pris en compte la problématique mais les efforts entrepris devraient dans un premier temps ralentir la production puisque certaines infrastructures devront être fermées temporairement.

Malgré tout, l'Allemagne affiche une croissance dans ses comptes publics (Etat, collectivités locales et sécurité sociale) de 59,2 milliards d'euros, soit 1,7 % du PIB. Egalement un nouveau record depuis la Réunification du pays en 1990.

Dans le détail, le ralentissement allemand résulte d'un mélange de facteurs temporaires, donc appelés à disparaître, et structurels. Selon un rapport de la Bundesbank, les

exportations automobiles, qui avaient freiné la croissance fin 2018, commencent à revenir à la normale, le marché du travail reste sain et l'évolution des salaires milite pour une reprise de la consommation. L'Allemagne pourra ainsi s'appuyer sur sa demande intérieure - à la fois la consommation privée et publique, ainsi que les investissements - soutenue par un taux de chômage historiquement bas et la nette hausse des salaires.

La politique budgétaire du gouvernement apportera aussi son soutien. Avec un excédent de 59 milliards d'euros, la politique

économique a suffisamment de munitions pour les utiliser intelligemment et dans une perspective de long terme.

Au niveau du gouvernement, certaines voix s'élèvent et demandent une véritable «politique industrielle» ainsi que des baisses d'impôts, d'autant que l'Allemagne voit son attractivité menacée par la politique fiscale très favorable aux entreprises des Etats-Unis.

Après des années de discussions, un projet de loi sur l'immigration, réclamée par le patronat, a enfin été présenté par le gouvernement en décembre. Le dispositif doit faciliter non seulement l'arrivée de travailleurs venant de pays extérieurs à l'Union européenne, mais aussi l'intégration des réfugiés.

Une chose est certaine: le protectionnisme clamé par Donald Trump ou la politique du «cavalier seul» demandée par les Brexiteers n'apporteront guère de la croissance à plus long terme.

Il reviendra donc aux politiques allemands d'assurer des conditions optimales pour les entreprises afin qu'elle puissent se développer convenablement et supporter ainsi l'économie des pays.

Mike Felten, directeur de la Fortuna Banque s.c.

**Les infrastructures allemandes manquent cruellement d'investissements, ce qui risque de faire perdre le pays en compétitivité.**